

Vu l'urgence motivée par le fait que le règlement du personnel doit être adapté sans délai en vue de pouvoir entamer sans tarder les procédures de nomination, afin d'assurer la continuité du service,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe de l'arrêté ministériel du 20 juillet 1988 portant le règlement du personnel du Fonds des Routes, sous la rubrique « A. Personnel administratif », les mentions figurant dans les colonnes 1 et 2 pour l'accès aux grades repris ci-après sont modifiées comme suit :

Colonne 1
Kolom 1

Réviser comptable (rang 22)

Revisor-boekhouding (rang 22)

Rédacteur comptable (rang 20)

Rekenplichtig opsteller (rang 20)

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 1988.

Bruxelles, le 4 août 1989.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles
chargé de la Restructuration
du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak om onverwijld het personeelsreglement aan te passen teneinde zonder verwijl de benoemingsprocedures te kunnen inzetten, met het oog op de verzekering van de continuïteit van de dienst,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage van het ministerieel besluit van 20 juli 1988 houdende het reglement voor het personeel van het Wegenfonds worden, onder de rubriek « A. Administratief personeel », de vermeldingen in de kolommen 1 en 2 betreffende de toegang tot de hierna vermelde graden gewijzigd als volgt :

Colonne 2
Kolom 2

— Rédacteur comptable (rang 20)

— Rédacteur (rang 20)

— Rekenplichtig opsteller (rang 20)

— Opsteller (rang 20)

— Après vérification des aptitudes professionnelles : rédacteur (rang 20)

— Na onderzoek naar de beroepsgeschiktheid : opsteller (rang 20)

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1988.

Brussel, 4 augustus 1989.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1761

30 JUIN 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française régulant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, notamment les articles 9 et 10, modifiés par la loi du 31 juillet 1975, par la loi du 1^{er} août 1985, par la loi du 1^{er} août 1988 et par le décret du 23 mai 1989;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23;

Vu la loi du 8 juin 1964, modifiant en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 7;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 13 juin 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif en date du 21 juin 1989,

Arrêtons :

CHAPITRE I^{er} — Organisation de la Commission

Article 1^{er}. La Commission d'homologation est constituée tous les deux ans par le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Elle est chargée d'homologuer

1^o les diplômes d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

2^o les certificats d'enseignement secondaire supérieur;

3^o les certificats d'enseignement secondaire inférieur

Art. 2. La Commission peut, par un accord de coopération conclu entre les Exécutifs, être habilitée à homologuer les diplômes et certificats de l'enseignement secondaire relevant de la Communauté germanophone.

Art. 3. § 1er. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions nomme les membres de la Commission. Celle-ci comprend un président et un vice-président qui sont désignés en dehors du personnel enseignant, parmi les titulaires d'un diplôme légal de fin d'études supérieures délivré, conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, après quatre années d'études au moins et de préférence parmi les magistrats effectifs ou suppléants tant du siège que du parquet.

Elle comprend deux sections :

1° la première section est compétente pour l'enseignement secondaire général. Elle comprend quatorze membres qui sont tous professeurs de l'enseignement secondaire général;

2° la seconde section est compétente pour l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel. Elle comprend quatorze membres désignés pour une part parmi les professeurs de l'enseignement secondaire technique, pour une autre part, parmi les professeurs de l'enseignement secondaire professionnel.

Les membres de chacune des sections appartiennent en nombre égal à l'enseignement officiel et à l'enseignement libre.

Deux membres de chaque section sont désignés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions pour exercer les fonctions de secrétaire et de secrétaire adjoint.

§ 2. Le président et le vice-président ont un mandat de deux ans qui est renouvelable.

Le mandat des membres est d'une durée de deux ans, renouvelable deux fois.

Les services prestés à la Commission d'homologation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas pris en considération pour l'application de la disposition visée à l'alinéa précédent.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions charge le président de la Commission et le vice-président de la présidence de l'une et l'autre section. En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des présidents, l'autre président le remplace.

Art. 5. Le président, le vice-président, les secrétaires et les secrétaires adjoints constituent le bureau de la Commission.

Le président désigne l'une des secrétaires pour assumer le secrétariat du bureau.

CHAPITRE II. — Fonctionnement de la Commission

Section 1er. — Dépôt des diplômes et certificats

Art. 6. Les certificats et diplômes ainsi que les documents qui les accompagnent sont déposés dans chaque gouvernement provincial par les chefs d'établissement, du 1er au 10 juillet, pour la première session, et du 1er au 10 octobre pour la seconde session, entre les mains du délégué du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Il est déposé, en même temps, en double exemplaire, une liste des dépôts établie selon les prescriptions du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Les gouverneurs des provinces envoient au président de la section concernée de la Commission, au plus tard le 15 juillet et le 15 octobre, les certificats, diplômes et les documents les accompagnant, ainsi qu'un exemplaire des listes des dépôts. L'autre exemplaire des listes est conservé dans les archives du gouvernement provincial.

Art. 7. Lors du dépôt, les documents suivants doivent être joints :

1° aux diplômes d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur :

- a) le certificat d'enseignement secondaire supérieur;
- b) le procès-verbal des délibérations du jury;

2° aux certificats d'enseignement secondaire supérieur :

a) une déclaration du chef d'établissement attestant que le programme de l'enseignement effectivement suivi par les titulaires dans les trois dernières années d'études secondaires est un programme de l'enseignement de l'Etat ou un programme approuvé en vertu des articles 6 et 24, § 2, 2° de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un programme équivalent dont le détail sera joint;

b) le procès-verbal des délibérations en vue de la délivrance de ces titres;

c) le certificat d'enseignement secondaire inférieur général, technique ou artistique homologué, accompagné de l'attestation d'orientation sanctionnant la troisième année d'études secondaires ou le certificat d'enseignement secondaire inférieur professionnel homologué, accompagné de l'attestation d'orientation sanctionnant la quatrième année d'études secondaires ou le certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré par le jury d'Etat, obtenu au plus tard à la fin de la sixième année d'études des enseignements secondaires général, technique ou artistique ou à la fin de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. Les élèves ayant obtenu le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au terme de la 7e année d'études de l'enseignement secondaire professionnel à l'issue de l'année scolaire 1987-1988 ou 1988-1989, bénéficient de la dérogation prévue à l'article 10bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

d) — en ce qui concerne les certificats d'enseignement secondaire supérieur général, technique ou artistique, les attestations d'orientation couvrant les quatrième et cinquième années d'études suivies avec fruit et la partie de la sixième année éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal et, s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission;

— en ce qui concerne les certificats d'enseignement secondaire supérieur professionnel, les attestations d'orientation couvrant les cinquième et sixième années d'études suivies avec fruit et la partie de la septième année éventuellement suivie dans un autre établissement que l'établissement terminal, le Certificat d'Etudes de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, le certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel et, s'il y échet, les procès-verbaux des décisions d'admission;

e) pour les titulaires qui ont accompli des études dans des établissements d'enseignement secondaire de régime étranger, la décision ministérielle d'équivalence aux certificats et attestations visés aux points c et d ci-dessus ou les attestations d'études partielles suivies avec fruit dans des établissements d'enseignement secondaire de régime étranger que la Commission prendra en considération en vertu de l'article 10, § 5 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires telles qu'elles ont été modifiées;

3° aux certificats d'enseignement secondaire inférieur :

a) une déclaration du chef d'établissement attestant que le programme de l'enseignement effectivement suivi par les titulaires soit en ce qui concerne les enseignements général, technique et artistique, dans les trois premières années d'études de l'enseignement secondaire, soit, en ce qui concerne l'enseignement secondaire

professionnel, dans les deuxième et troisième années d'études de l'enseignement secondaire professionnel a été un programme de l'enseignement de l'Etat ou un programme approuvé en vertu des articles 6 et 24, § 2, 2^e de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un programme équivalent dont le contenu détaillé sera joint;

b) les attestations d'orientation couvrant chacune des années d'études mentionnées au certificat déposé, en ce compris, le cas échéant, les attestations d'études partielles suivies avec fruit dans des établissements d'enseignement secondaire de régime étranger ou la décision ministérielle d'équivalence relative à ces études; s'il échet, les procès-verbaux des décisions d'admission;

c) le certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel, en ce qui concerne le certificat d'enseignement secondaire inférieur professionnel.

Art. 8. Dans les circonstances exceptionnelles qu'il apprécie, le président peut autoriser le dépôt des diplômes et certificats en dehors des délais fixés par l'article 7. Il peut, dans les mêmes conditions, autoriser le titulaire à déposer lui-même ces documents.

Art. 9. Les attestations d'études partielles délivrées à l'étranger sont soumises à la législation par l'agent diplomatique ou consulaire belge territorialement compétent, ou, pour les Etats signataires de la Convention de la Haye du 5 octobre 1961, supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, à l'apposition de l'apostille qu'elle prévoit.

Art. 10. Le droit d'homologation des certificats d'enseignement secondaire inférieur s'élève à 160 francs par titre déposé.

Le droit d'homologation des certificats d'enseignement secondaire supérieur et des diplômes d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur s'élève à 650 francs par titre déposé. Le prix d'un extrait du procès-verbal en remplacement d'un certificat ou diplôme d'aptitude s'élève à 1 000 francs.

Ces droits sont versés au compte de chèques postaux du comptable des recettes de l'administration concernée.

Le récépissé doit être remis au délégué du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Section 2. — Homologation des diplômes et certificats

Art. 11. Dès la constitution de la Commission et après avoir entendu l'avis du bureau, le président prend les mesures nécessaires pour assurer la bonne marche des opérations de la Commission.

Art. 12. Chaque certificat ou diplôme fait l'objet d'une délibération particulière de la section compétente qui accorde ou refuse l'homologation au nom de la Commission. Les décisions de refus sont motivées.

Art. 13. Les sections ne délibèrent valablement que si la majorité des membres est présente et si ces membres appartiennent en nombre égal à l'enseignement officiel et à l'enseignement libre.

Chaque section délibère et décide séparément et à huis clos.

Art. 14. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. Les procès-verbaux des opérations préparatoires, délibérations et décisions de chaque section sont consignés dans un registre. Le procès-verbal de chaque journée ou séance est signé par le président, le secrétaire et les membres présents.

Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

Art. 16. L'homologation est constatée par une déclaration signée par un président et un secrétaire.

Art. 17. Les diplômes et certificats homologués sont renvoyés par les soins du président aux gouverneurs de province. Ceux-ci les transmettent sans délai aux chefs d'établissement en vue de les faire parvenir aux titulaires.

Dans les circonstances exceptionnelles qu'il apprécie, le président peut transmettre le diplôme ou certificat directement au titulaire. Dans ce cas, il en informe le chef d'établissement.

Art. 18. Lorsque l'homologation est refusée, le président communique directement au titulaire et au chef d'établissement les motifs du refus. Il fournit en même temps toutes les indications utiles sur les examens organisés par le jury de la Communauté française.

Le président transmet au Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions la liste des diplômes et certificats refusés et communique les motifs de la décision.

Section 3. — Du bureau de la Commission

Art. 19. Le bureau de la Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'un de ses membres. Les membres du bureau de la Commission peuvent prendre connaissance des rapports des sections préalablement à toute décision de la section compétente.

Art. 20. Les procès-verbaux des séances du bureau de la Commission sont signés par tout les membres du bureau.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 21. § 1^{er}. La journée de séance est de six heures au moins.

Par journée, les indemnités de vacation pour le président et le vice-président, sont fixées à 225 F.

§ 2. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, aux secrétaires, aux secrétaires adjoints et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 9 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, en vue de leur nomination au sein de la Commission et qu'ils sont, à ce point de vue, classés dans le rang 14.

Art. 22. L'arrêté royal du 17 décembre 1976 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 8 décembre 1978, 21 août 1981, 21 octobre 1985 et 14 septembre 1988, est abrogé, à l'exception de l'article 12 qui cesse ses effets le 31 décembre 1988.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989, à l'exception de l'article 10 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Art. 24. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juin 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1761

30 JUNI 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op de artikelen 9 en 10, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975, de wet van 1 augustus 1985, de wet van 1 augustus 1988 en het decreet van 23 mei 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. op artikel 23;

Gelet op de wet van 8 juni 1964, waarbij de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens worden gewijzigd wat betreft de voorwaarden voor toelating tot de examens voor het behalen van de academische graden, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 13 juni 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 21 juli 1989,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Inrichting van de Commissie*

Artikel 1. De Commissie voor homologatie wordt jaarlijks samengesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Zij wordt belast met de homologatie van :

- 1° de bekwaamheidsdiploma's die toegang verlenen tot hoger onderwijs;
- 2° de getuigschriften van hoger secundair onderwijs;
- 3° de getuigschriften van lager secundair onderwijs.

Art. 2. De Commissie kan door een samenwerkingsakkoord tussen de Executieve gemachtigd worden om de diploma's en getuigschriften van het onder de Duitstalige Gemeenschap ressorterende secundair onderwijs te homologeren.

Art. 3. § 1. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, benoemt de leden van de Commissie. Haar voorzitter en ondervoorzitter worden buiten het onderwijzend personeel aangewezen onder de houders van een wettelijk diploma van hoger onderwijs, uitgereikt overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, na ten minste vier jaar studie, en bij voorkeur onder de werkende of plaatsvervangende leden van de zittende of staande magistratuur.

Ze bestaat uit twee afdelingen :

1° de eerste afdeling is bevoegd voor het algemeen secundair onderwijs. Ze bestaat uit veertien werkende leden, die allen leraar zijn in het algemeen secundair onderwijs;

2° de tweede afdeling is bevoegd voor het secundair technisch, kunst- en beroeps onderwijs. Ze bestaat uit veertien werkende leden, voor een deel aangesteld onder de leraars in het secundair technisch onderwijs, voor een ander deel onder de leraars in het secundair kunstonderwijs en voor het laatste deel onder de leraars in het secundair beroeps onderwijs.

De werkende leden van elke afdeling behoren in gelijk aantal tot het officieel en het vrij onderwijs.

Twee leden van elke afdeling worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, aangewezen voor de functies van secretaris en adjunct-secretaris.

§ 2. Het mandaat van de voorzitter en de ondervoorzitter duurt twee jaar en is vernieuwbaar. Dat van de leden duurt twee jaar en is tweemaal vernieuwbaar.

De vóór de inwerkingtreding van dit besluit bij de Homologatiecommissie verstrekte diensten komen niet in aanmerking voor de toepassing van het voorgaande lid.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, gelast de voorzitter van de Commissie en de ondervoorzitter het voorzitterschap van de ene en de andere afdelingen waar te nemen. Als één van de voorzitters afwezig of verhinderd is, wordt hij door de andere vervangen.

Art. 5. De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretarissen en de adjunct-secretarissen vormen het bureau van de Commissie.

De voorzitter wijst één van de secretarissen aan om het secretariaat van het bureau waar te nemen.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Commissie**Afdeling 1. — Indienen van de diploma's en getuigschriften*

Art. 6. De getuigschriften en diploma's, alsmede de bijgaande documenten, worden door de inrichtingshoofden tussen 1 en 10 juli voor de eerste zitting, tussen 1 en 10 oktober, voor de tweede zitting, overhandigd aan de daartoe in elk provinciebestuur aangestelde afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Terzelfdertijd wordt, in tweevoud, een lijst van de overgelegde documenten ingediend, die opgesteld is volgens de voorschriften van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

De provinciegouverneurs zenden uiterlijk op 15 juli en op 15 oktober aan de voorzitter van de Commissie, de getuigschriften, de diploma's en de daarbij gaande documenten, alsook een exemplaar van de lijst van de ingediende documenten. Het andere exemplaar van de lijsten wordt bewaard in het archief van het provinciebestuur.

Art. 7. De volgende documenten dienen gevoegd bij het indienen van :

1° de bekwaamheidsdiploma's die toegang verlenen tot het hoger onderwijs :

- a) het getuigschrift van hoger secundair onderwijs;
 - b) de notulen van de beraadslaging van deze examencommissie;
- 2° de getuigschriften van hoger secundair onderwijs :

a) een verklaring van het inrichtingshoofd waaruit blijkt dat het door de houder gevolgde leerplan in de laatste drie jaren van het secundair onderwijs, één leerplan is van het Rijksonderwijs of een leerplan goedgekeurd bij de artikelen 24, § 2, 2° van de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een gelijkwaardig leerplan waarvan de gedetailleerde inhoud moet worden bijgevoegd;

b) de notulen van de beraadslaging met het oog op de uitreiking van deze titels;

c) het gehomologeerd getuigschrift van lager secundair algemeen, technisch of kunstonderwijs, met het oriënteringsattest voor het 3e leerjaar, of het gehomologeerd getuigschrift van lager secundair beroepsonderwijs met het oriënteringsattest voor het 4e leerjaar of het getuigschrift van lager secundair onderwijs uitgereikt door de examencommissie van de Staat, bekomen uiterlijk op het einde van het 6e leerjaar van het secundair algemeen technisch of kunstonderwijs of van het 7e leerjaar van het secundair beroepsonderwijs. De houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt na afloop van het 7e leerjaar van het secundair onderwijs, op het einde van het schooljaar 1987-1988 of 1988-1989, bekomen de afwijking bedoeld in artikel 10 bis van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd;

d) — voor de getuigschriften van hoger secundair algemeen, technisch of kunstonderwijs, de oriënteringsattesten die het 4e en 5e leerjaar en eventueel het gedeelte van het 6e leerjaar dekken, met vrucht gevolgd in een andere inrichting dan die waar de studiën beëindigd zijn en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad;

— voor de getuigschriften van hoger secundair beroepsonderwijs, de oriënteringsattesten die het 5e en 6e leerjaar en eventueel het gedeelte van het 7e leerjaar dekken, met vrucht gevolgd in een andere inrichting dan die waar de studiën beëindigd zijn, het getuigschrift van het 6e leerjaar secundair beroepsonderwijs, het kwalifikatiegetuigschrift van het 6e leerjaar secundair beroepsonderwijs en, in voorkomend geval, de notulen van de beraadslaging van de toelatingsraad;

e) voor de titularissen van getuigschriften van studies, met vrucht gevolgd in inrichtingen voor secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel, de ministeriële beslissing van gelijkwaardigheid met de getuigschriften en attesten bedoeld in c en d hierboven of de attesten van gedeeltelijke studies, met vrucht gevolgd in inrichtingen voor secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel, die de Commissie in aanmerking zal nemen ingevolge artikel 10, § 5 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals gewijzigd;

3° de getuigschriften van lager secundair onderwijs :

a) een verklaring van het inrichtingshoofd waaruit blijkt dat het door de houder gevolgde leerplan hetzij voor het algemeen technisch en kunstonderwijs in de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs, hetzij voor het secundair beroepsonderwijs in het 2e en 3e leerjaar secundair onderwijs en het 4e leerjaar secundair beroepsonderwijs het leerplan is geweest van het rijksonderwijs of een leerplan goedgekeurd op grond van de artikelen 6 en 24, § 2, 2° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs of een gelijkwaardig leerplan waarvan de gedetailleerde inhoud moet worden bijgevoegd.

b) de oriënteringsattesten die elk van de op het ingediend getuigschrift vermelde leerjaren bekrachtigen, daarin begrepen, in voorkomend geval, de getuigschriften van gedeeltelijke studiën met vrucht gevolgd in inrichtingen voor secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel of de ministeriële beslissing van gelijkwaardigheid betreffende deze studiën; in voorkomend geval de beraadslaging van de toelatingsraad;

c) het kwalifikatiegetuigschrift van het 4e leerjaar secundair beroepsonderwijs wat betreft het getuigschrift van lager secundair beroepsonderwijs.

Art. 8. De voorzitter mag in uitzonderlijke omstandigheden waarover hij oordeelt, de toelating verlenen diploma's en getuigschriften buiten de in artikel 7 vastgestelde termijnen in te dienen. Hij mag onder dezelfde voorwaarden de houder de toelating verlenen om zelf deze documenten in te dienen.

Art. 9. De in het buitenland uitgereikte attesten met betrekking tot gedeeltelijke studiën moeten gelegaliseerd zijn door de Belgische diplomatieke of consulaire agent die ter plaatse bevoegd is, of voor de Staten die de Conventie van Den Haag tot opheffing van de vereiste van legalisatie van buitenlandse overheidsakten d.d. 5 oktober 1961 ondertekenden, worden bekleed met de vereiste apostille.

Art. 10. Het homologatierecht van de getuigschriften van lager secundair onderwijs bedraagt 160 fr. per ingediende titel.

Het homologatierecht van de getuigschriften van hoger secundair onderwijs en van de bekwaamheidsdiploma's die toegang verlenen tot het hoger onderwijs, bedraagt 650 fr. per ingediende titel. De prijs van een uittreksel uit de notulen ter vervanging van een getuigschrift of bekwaamheidsdiploma, bedraagt 1 000 fr.

Die rechten worden gestort op de postrekening van de rekenplichtige der ontvangsten van het betrokken bestuur. Het bewijs van storting moet afgegeven worden aan de afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

*Afdeling 2**Homologatie van de diploma's en getuigschriften*

Art. 11. Zodra de commissie samengesteld is, neemt de voorzitter, na het advies gehoord te hebben van het bureau, alle nodige maatregelen voor het goede verloop van de werkzaamheden van de commissie.

Art. 12. Over elk getuigschrift of diploma wordt afzonderlijk gestemd door de bevoegde afdeling die de homologatie verleent of weigert namens de commissie. Elke wijziging wordt met redenen omkleed.

Art. 13. Opdat de afdelingen op geldige wijze kunnen beraadslagen en beslissen moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn en moeten deze leden in gelijk aantal tot het officieel onderwijs en tot het vrij onderwijs behoren.

Elke afdeling beraadslaagt en beslist afzonderlijk en met gesloten deuren.

Art. 14. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen beslist die van de voorzitter.

Art. 15. De notulen van de voorbereidende werkzaamheden, beraadslagingen en beslissingen van elke afdeling worden in een register ingeschreven. De notulen van elke zitting worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de leden die aanwezig zijn.

De notulenregisters gelden, tevens als aanwezigheidsregisters.

Art. 16. De homologatie wordt vastgesteld in een door een voorzitter en een secretaris ondertekende verklaring.

Art. 17. De gehomologeerde diploma's en getuigschriften worden door toedoen van de voorzitter naar de provinciegouverneurs teruggezonden. Deze sturen ze naar de inrichtingshoofden om ze aan de houders te bezorgen.

De voorzitter mag in uitzonderlijke omstandigheden waarover hij oordeelt, het diploma of getuigschrift rechtstreeks naar de houder sturen. In dit geval brengt hij dit ter kennis van het inrichtingshoofd.

Art. 18. Wanneer de homologatie geweigerd wordt, deelt de voorzitter onmiddellijk de reden van de weigering mede aan de houder en aan het inrichtingshoofd. Terzelfdertijd verstrekt hij alle nuttige gegevens over de door de examencommissie van de Franse Gemeenschap ingerichte examens.

De voorzitter stuurt de lijst van de geweigerde diploma's en getuigschriften naar de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort en deelt de reden van de beslissing mede.

Afdeling 3. — Het bureau van de Commissie

Art. 19. Het bureau vergadert op initiatief van de voorzitter of op verzoek van één der leden. Alvorens de bevoegde afdeling een beslissing neemt, mogen de leden van het bureau kennis nemen van de verslagen van de afdelingen.

Art. 20. De notulen van de zittingen van het bureau van de Commissie worden ondertekend door al de leden van het bureau.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 21. §1. De zitdag duurt ten minste zes uur.

Per dag zijn de vacatiegelden voor de voorzitter en de ondervoorzitter vastgesteld op 225 fr.

§ 2. Het bedrag van de vergoedingen van de voorzitter, ondervoorzitter, secretarissen, adjunct-secretarissen en leden, voor hun reis- en verblijfkosten, wordt respectievelijk vastgesteld volgens het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reis- en verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, met dien verstande dat hun « administratieve standplaats » de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, die bij artikel 9 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens voor hun benoeming in de Commissie vereist is, en dat zij daartoe bij rang 14 worden ingedeeld.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 17 september 1976 tot regeling van de inrichting en de werking van de Commissie voor homologatie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 december 1978, 21 augustus 1981, 21 oktober 1985 en 14 september 1988, wordt opgeheven, behalve artikel 12 dat op 31 december 1989 ophoudt van kracht te zijn.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989, behalve artikel 10 dat op 1 januari 1990 in werking treedt.

Art. 24. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 juni 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Secrétariat permanent de recrutement Mise à la retraite

Par arrêté royal du 13 février 1989, qui produit ses effets le 1^{er} août 1989, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Van Gijsegem, L., premier conseiller au Secrétariat permanent de recrutement.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite. Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Vast Wervingssecretariaat. — Inruistelling

Bij koninklijk besluit van 13 februari 1989, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1989, wordt eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Van Gijsegem, L., eerste adviseur bij het Vast Wervingssecretariaat.

Het is de betrokkene vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden. Hij wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.